

# Aller sans retour

Ils sont plus de 30 000 étudiants marocains en France. Une fois diplômés, certains reviennent au Maroc. D'autres non. Zoom sur ceux qui restent et veulent devenir français.



Prolonger son titre de séjour étudiant est un moyen de rester plus longtemps en France.

C'est un jour important pour Meryem, 26 ans, cadre à Paris. Elle s'apprête à déposer une demande de naturalisation : "Ça fait des mois que je réunis les papiers. J'ai enfin terminé. Là, la vraie attente peut commencer." Selon les derniers chiffres de l'Institut de statistiques européen Eurostat, la France tient le haut du podium au sein de l'Union Européenne, avec plus de 108 000 naturalisations par décret ou par mariage octroyées en 2008. De quoi

donner de l'espoir aux nouveaux diplômés. "Pour être naturalisé par décret, il faut remplir trois conditions : être âgé au minimum de 18 ans, résider en France depuis plus de 5 ans, avoir un casier judiciaire vierge et justifier de son assimilation à la communauté française, notamment à travers une connaissance suffisante de la langue", détaille Rabia, une jeune Marocaine, titulaire d'un master en droit à Paris 2, aujourd'hui à la recherche d'un travail. "Je remplis parfaitement toutes ces conditions, mais je sais que mon dossier ne sera pas ac-

cepté, se résigne-t-elle. En réalité, ce que la loi ne dit pas, c'est que je dois justifier d'un salaire et payer des impôts pour être naturalisée. Dès que je trouverai du travail, j'aurai toutes mes chances."

### Marhba, mais ...

Etre naturalisé, c'est presque une formalité, un processus administratif qui prend de moins en moins de temps, selon un communiqué du ministère de l'Immigration français. D'après ce dernier, les décisions de naturalisation sont passées de 12 mois en 2009 à 5 mois en

de La Cimade (service œcuménique d'entraide), il faut répondre à des critères très stricts avant de pouvoir passer du statut d'étudiant à celui de salarié." C'est-à-dire être titulaire d'un diplôme équivalent à un master, présenter une promesse d'emploi en adéquation avec la formation, assortie d'un salaire représentant une fois et demie le Smic, entre autres. "Nous avons déjà eu des cas d'étudiants diplômés qui n'avaient pas une telle promesse de salaire, ce qui complique la situation. D'autant qu'avec la crise, les postes sont rares", témoigne Elodie Beharel.

Avant de penser à être naturalisé, un étudiant doit donc d'abord prouver qu'il est rentable. Mais c'est difficile. "Dans ma promotion, après le bac, beaucoup se sont dirigés vers la finance, secteur alors en plein boom. Cinq ans après, nous étions prêts mais c'était fini. Alors on se tourne vers le conseil, on prend des boulots un peu à côté, mais toujours cohérents avec notre formation", raconte Meryem.

### Système D

Chercher un emploi n'est jamais de tout repos. Des rares entretiens au tracking sur le Net, cela peut prendre du temps, et le temps, justement, est souvent compté. "Le problème, c'est qu'il faut rester ici et donc renouveler son titre de séjour. Une fois le diplôme en poche, on a droit à 6 mois sur le territoire, ensuite on doit déguerpir si on n'a pas trouvé de travail et changé de statut", explique Omar, 26 ans. Comment faire alors ? "Il faut se débrouiller autrement. Le mieux, c'est de prolonger le titre de séjour étudiant", conseille le jeune homme, qui a pourtant tenté l'expérience sans grand succès. "Je me suis inscrit en licence de chinois. Quand je me suis rapproché de la préfecture, ils m'ont demandé de justifier ce changement de parcours, vu que j'étais titulaire d'un diplôme en marketing. Alors je leur ai sorti le PIB de la Chine, j'ai dit que c'était l'avenir, tandis qu'ici, c'était saturé et que si je voulais apprendre le chinois, c'est parce que je rêve d'aller travailler là-bas à moyen terme", relate le jeune homme, qui poursuit : "La dame en face n'a pas eu trop l'air de me croire, elle m'a donné une prolongation de 6 mois sous réserve de revenir présenter une attestation d'assiduité et de réussite aux examens du premier semestre".

Omar en parle avec humour, mais il est stressé : "Bien sûr, je ne suis jamais allé en cours et là, il me reste 3 mois pour trouver du travail, sinon, je ne sais pas quoi faire."

Je ne veux pas revenir au Maroc sans être naturalisé". Quand on lui demande pourquoi une telle angoisse, il répond avec l'air de quelqu'un qui a beaucoup réfléchi à la question : "Si je veux tant devenir français, ce n'est pas pour rester ici, mais plutôt pour faire du Maroc une phase potentiellement temporaire. Une option gratuite. M'offrir le luxe d'une porte de sortie".

### Passeport graal

Option gratuite, porte de sortie. Il semble loin le discours de la nécessité d'acquérir une expérience avant de rentrer au pays. Ali, trentenaire, cadre en banque, l'avoue sans détour : "Oui, c'est toujours bien et ça claque d'avoir sur un CV une firme parisienne. Mais le Maroc est moins touché par la crise et les offres y sont des fois beaucoup plus intéressantes. C'est bien de vouloir rester pour l'expérience mais c'est stupide de vouloir rester rien que pour ça, car il y a plus." Plus, c'est acquérir la nationalité, obtenir le passeport graal. "Si je deviens français, je n'aurais plus besoin de faire la queue aux consulats et être humilié à quêmander un visa comme pour aller au paradis", espère Ali, qui ajoute : "Je pourrais aussi offrir à mes enfants une scolarité plus facilement,

que ce soit au Maroc avec le système éducatif français ou ailleurs, en tant que Français. Cela me donne aussi la possibilité, et la garantie, de pouvoir revenir ici, en cas d'échec, de maladie, de problème au Maroc. C'est important pour moi." Tellement important que cela justifie tout. Même les mauvais côtés. "Aucun quotidien

Pour pouvoir acquérir la nationalité française, un étudiant étranger doit prouver qu'il est rentable.

n'est facile. C'est métrou boulot dodo et beaucoup, beaucoup d'impôts. On vit encore comme si on était étudiant. Il ne s'agit pas d'économiser, ni d'investir pour le moment, seulement d'être patient, attendre la naturalisation, puis voir", poursuit Ali, avant de confier qu'il a déposé son dossier depuis quelques mois et qu'il vérifie sa boîte aux lettres au quotidien. "Ce n'est pas que je ne veux plus être marocain, c'est que je veux devenir français", précise-t-il.

### Français, et après

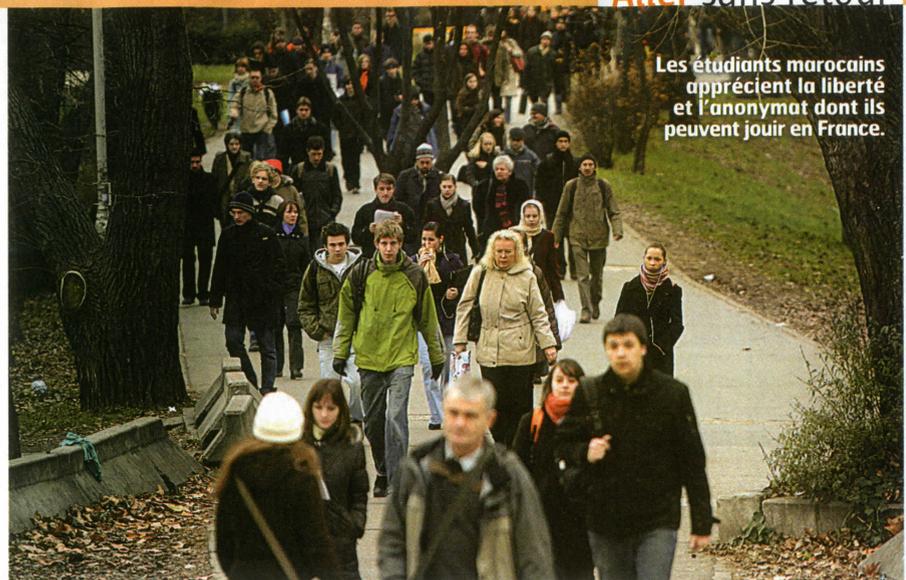
Devenir français et puis revenir au Maroc... une fois l'objectif atteint, qui franchit le pas ? "Cela fait un an et demi que je suis naturalisée. Je veux m'installer au Maroc, mais pas maintenant", déclare Rita, 28 ans, architecte, qui préfère "attendre un peu". Attendre quoi et reporter l'échéance pourquoi ? Surtout que la culpabilité est là : "Oui, le Maroc a besoin de nous, il on nous le répète. Ma

famille aussi me manque. Mais je ne suis pas prête, c'est tout". Rita, à l'image de ses amis qui évoluent dans le même microcosme marocain à Paris, tout en restant cosmopolites, confesse le désir de s'épanouir et évoluer dans un environnement plus stimulant, enrichissant. Selon elle, être naturalisée, ce n'est qu'une étape. Une étape qui va peut-être l'aider à retourner au Maroc, pas la pousser.

Sarah, jeune célibataire devenue française il y a 2 ans, assume aussi ce choix : "Le Maroc est certes plus confortable, mais il peut aussi se transformer en carcan. Vivre seule est toujours plus facile à l'étranger, tandis que là-bas, la solitude peut être mal jugée, interprétée, acceptée. Ici, j'ai une routine, un anonymat, une liberté de mouvement dont je ne me lasse pas". Le malaise est clair, presque irrationnel. Sans en avoir fait l'expérience, Rita, Sarah, Meryem, Omar, Ali et d'autres craignent le pays natal comme certains redouteraient un territoire occupé. "De toute façon, il est hors de question de rentrer sans être mariée. C'est simple, sans un homme à mes côtés, je ne peux pas affronter la pression de là-bas", tranche Sarah.

## Mère indigne ?

Mais attention. Sous ses airs jazzy à Saint Germain, la France, parmi ces jeunes qu'elles a accueillies et bercées de liberté, fait de moins en moins d'heureux aujourd'hui. Entre l'ambiguïté de se sen-



Les étudiants marocains apprécient la liberté et l'anonymat dont ils peuvent jouir en France.

AFP

**"Il est hors de question de rentrer au Maroc sans être mariée", témoigne une célibataire.**

tir français et se revendiquer marocain, le besoin d'espace et le lien du cœur, le sentiment d'être étranger et la peur de ne pas trouver sa place, l'équilibre identitaire est précaire. "Je dois beaucoup à la France, elle m'a formé, éduqué. J'ai beaucoup plus appris et vécu ici que là où je suis né, explique Ylias, 28 ans, à la recherche d'un emploi depuis quelques mois. Mais d'un autre côté, c'est comme si elle m'avait adopté, comme avec les parents. Ils ont un rôle à jouer, on ne s'en détache pas et, forcément, on attend plus".

Un rôle que la mère Marianne est de moins en moins prête à assumer, visiblement. Car si la France compte 5,9% de

migrants récents dans les professions dites hautement qualifiées (selon la Classification internationale type des professions), un taux faible par rapport à la moyenne européenne, elle affiche aussi un taux de chômage qui frôle les 10% et une politique envers les étrangers de plus en plus décrite comme agressive. "Cela devient difficile, j'ai l'impression qu'on ne veut plus de moi ici. Oui, il y a soi-disant une volonté de naturaliser les cadres diplômés, etc., mais au quotidien, il faut pouvoir s'en convaincre, assure Ylias. Demain, si je ne trouve pas de boulot, je serai obligé de retourner au Maroc, déçu. La France, après tout ça, m'aura mis dehors. Elle en a le droit sans doute, mais je me sentirai trahi". ■

**SONIA TERRAB**

Correspondance de Paris

## INTERVIEW. "Il y a plus de diplômés marocains à l'étranger"

Journaliste et écrivain, Zakya Daoud vient de publier *La diaspora marocaine en Europe* (Editions Séguier, 2011).

**A votre avis, y a-t-il une volonté des gouvernements européens, notamment français, d'intégrer les jeunes diplômés étrangers ?**

En Europe, plus de 50 % de Marocains sont naturalisés. Dans leur très grande majorité, ils vivent, travaillent et réussissent bien dans leur pays d'accueil. 15 % d'entre eux sont passés du stade d'ouvrier puis d'employé à celui de cadre. Aujourd'hui, on pourrait dire qu'il y a davantage de diplômés marocains hors du Maroc qu'au

Maroc même. A présent, la donne s'inverse et le royaume, comprenant enfin la nécessité de recruter des compétences qualifiées, tente de les faire revenir.

**Justement, ils ne reviennent pas tous. Pourquoi ?**

Je pensais que la crise les poussait à le faire mais ce n'est pas sûr. Selon une ancienne enquête, ils sont 80% à ne pas vouloir rentrer. Et d'après ce que j'ai vu, quand ils le décident enfin, ce n'est pas évident. Il faut un temps de réadaptation. Les jeunes qui ont vécu la majeure

partie de leur vie à l'étranger reviennent chez eux comme des expatriés et sont forcément décalés.

**Beaucoup de diplômés marocains veulent être naturalisés avant de sauter le pas. Comment l'interprétez-vous ?**

C'est un désir tout à fait légitime. La diaspora marocaine a cette mentalité, cette particularité de vouloir être bien partout, sans frontières, et je trouve cela moderne. Etre naturalisé, c'est être ouvert sur le monde mais aussi revenir au Maroc d'une manière



Zakya Daoud

TNIOUNI

plus rentable, avec la possibilité de toujours repartir. Je pense que vouloir être libre de ses mouvements, acquérir une nationalité plus "pratique", c'est une bonne chose, et c'est une nouvelle étape dans l'évolution de l'immigration. Une étape presque obligée, je dirais. ■